

vailleurs à s'entre-tuer dans la prochaine guerre impérialiste.

La solidarité de l'U. R. S. S. avec l'Impérialisme mondial est un fait accompli. Elle se traduit par l'adhésion à la Société des Nations, jadis dénoncée par l'Internationale Communiste comme l'association de brigands impérialistes. Son désir de « paix » est fait du besoin de tranquillité éprouvé par la caste dirigeante du pays afin de consolider ses positions sur la classe ouvrière et d'éviter toute reprise de lutte révolutionnaire qu'une nouvelle guerre mondiale ne manquerait pas de déterminer. »

Voici maintenant des indications sur la divergence qui nous sépare d'une partie des camarades de la Ligue.

Le camarade Jehan dans un cahier d'étude de la Ligue écrit :

« La bourgeoisie italienne qui fut la première à briser l'échine du prolétariat, est aussi la première à devoir recourir à la guerre, précisément parce que le fascisme, s'il a résolu temporairement un problème politique en consolidant la domination bourgeoise, n'a nullement résolu — et ne pouvait résoudre (pas plus qu'une autre forme de domination bourgeoise) — des problèmes économiques qui se trouvent intimement reliés aux contradictions de la crise générale du capitalisme.

Mais il ne peut dépendre de la volonté d'aucun autre impérialisme, plus puissant, d'échapper à la guerre qui se révélera, en ordre secondaire, comme un moyen de défendre sa propre position dans le monde et, en ordre principal, comme l'inéluctable issue aux contrastes que le capitalisme mondial ne peut plus comprimer dans sa crise historique de dégénérescence. »

D'autre part, dans le Bulletin du 1er janvier 1936, nous relevons ceci :

« Nous sommes de l'avis que la phase du capitalisme décadent a permis de percevoir une vérité essentielle de la doctrine marxiste : les racines des guerres résident dans la division de la société en classe et non dans les compétitions entre Etats avides de conquêtes et Etats rassasiés. C'est l'exploitation du prolétariat qui conditionna l'expansion internationale des puissances capitalistes actuelles et cette expansion créa un appareil de production national non seulement en contradiction avec le maintien de l'exploitation ouvrière, mais aussi avec celui des autres pays. Qu'il s'agisse de la France, de l'Angleterre, de l'Italie ou de l'Allemagne, le problème reste le même dans des situations différentes. C'est donc la lutte des classes qui est la base de la guerre impérialiste alors que ses mobiles visent à faire concorder le développement de chaque impérialisme avec ses besoins d'expansion internationale. La guerre va permettre — au travers de la destruction d'ouvriers et de marchandises — de ramener l'appareil productif dans ses cadres capitalistes en étouffant la seule force progressive : le prolétariat, appelé par le développement historique même, sur le fond général d'un nouveau partage du monde.

Pour nous borner à la phase la plus récente, aux derniers événements, pouvons-nous y trouver une confirmation de cette thèse qui, bien que n'étant pas partagée par tous les camarades de la Ligue n'entraîne pas une différenciation de positions dans le rejet de la défense du Négus, de l'impérialisme anglais ou français. »

Ces deux citations marquent en même temps qu'une position défendue par notre fraction, le point de dissentiment avec des cdes de la Ligue qui estiment qu'il est faux de mettre au second plan d'une façon absolue les contrastes inter-impérialistes et, au premier plan, la lutte de classe comme élément portant à la guerre mondiale. S'il s'agissait de déterminer la politique d'un Etat prolétarien, la divergence serait probablement de principe car il s'agirait alors de savoir s'il lui est possible d'exploiter des contrastes inter-impérialistes en agissant sur le terrain de la lutte inter-Etats, ou si l'Etat prolétarien ne peut affaiblir les Etats capitalistes que par une lutte de classe poussée à son paroxysme dans tous les pays :

De l'Union Sacrée à Zimmerwald

A. ROSMER

Nous publions ci-dessous un chapitre du livre du camarade Rosmer, chapitre traitant particulièrement des derniers jours qui précédèrent 1914.

La dernière semaine

La dernière semaine de juillet 1914, c'est la dernière semaine de la paix, la dernière semaine aussi d'une phase de la vie et de l'histoire de l'Europe et du monde.

L'ultimatum du gouvernement austro-hongrois a été signifié à la Serbie le vendredi 24 juillet. Les journaux français le publient et le commentent le lendemain, samedi 25 juillet. La *Bataille Syndicaliste* lui donne l'importance qui convient; elle l'annonce par un titre sur trois colonnes : « L'ultimatum de l'Autriche à la Serbie. Le gouvernement de Vienne veut imposer à Belgrade d'humiliantes conditions. Si la Serbie refuse, c'est la guerre, et alors... » L'article insiste sur la gravité de cette nouvelle phase du conflit et souligne le caractère automatique des complications européennes qu'il comporte. Il expose sans conclure.

Dans le même numéro, une bonne place est accordée aux « grèves de Russie », sous le titre : « Les troubles continuent. La répression commence ».

Le numéro du lendemain, dimanche 26 juillet, est d'une importance capitale : il apporte la conclusion qui manquait à l'article de la veille, et il l'apporte au nom de la C. G. T.

D'abord un placard encadré en tête des deux premières colonnes. Le titre :

NOUS NE VOULONS PAS LA GUERRE

et le texte :

Les décisions des congrès confédéraux sur l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre deviennent exécutives à partir du moment où la guerre est déclarée.

...Le cas échéant, la déclaration de guerre doit être, pour chaque travailleur le mot d'ordre pour la cessation immédiate du travail.

...A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire.

(Extraits de la résolution votée par la Conférence extraordinaire Bourses et Fédérations, 1er octobre 1911.)

En cette fin du mois de juillet, quand la menace de guerre reparait soudainement, les Jeunesses Syndicalistes décident d'appeler de nouveau leurs adhérents à manifester contre les retraites du samedi 25. Le matin, la *Bataille Syndicaliste* a publié leurs appels, et le soir de nouvelles manifestations se produisent. La *B. S.* en rend compte le dimanche en ces termes :

LES RETRAITES MILITAIRES PROVOQUENT DES INCIDENTS

On a crié : A bas la guerre!

Les retraites militaires ont provoqué hier soir des incidents, qui empruntent aux circonstances actuelles un caractère particulier.

Après une trêve d'une année, les Jeunesses Syndicalistes avaient invité leurs adhérents à manifester sur le passage des retraites de la rive droite.

D'un côté on crie : Vive la République! Vive Caillaux! A bas la guerre! A bas les trois ans! De l'autre : Vive l'armée! Après la dislocation, les Jeun-